



« SAISIR L'OCCASION QUE LA CRISE NOUS OFFRE »



JEAN-BAPTISTE DE FOUCAULD
ANCIEN COMMISSAIRE AU PLAN
L'UN DES PORTE-PAROLE DU PACTE CIVIQUE

Pour surmonter la crise actuelle, il faudra un retour des valeurs fondamentales, « incontournables et complémentaires » : créativité, sobriété – pour retrouver le sens des limites – justice, fraternité et démocratie. Dans ce contexte, l'ESS prend donc une valeur particulière.

La crise de plus en plus globale que nous connaissons appelle à « penser, agir, vivre autrement en démocratie ». L'enjeu est de résorber simultanément ce que Patrick Vivret, dans *La cause humaine*, appelle les « trois dettes » : la dette publique bien sûr ; mais aussi la dette sociale, celle que nous devons aux 5 millions de personnes qui souffrent à un titre ou à un autre d'insuffisance d'emploi et donc de revenus ; et enfin la dette écologique que nous devons aux générations futures. Les résorber toutes trois à la fois, sans en sacrifier aucune, pour éviter l'implosion sociale, va impliquer de profondes mutations auxquelles nous ne sommes pas bien préparés. Il va falloir changer nos comportements personnels, revoir les fonctionnements de nos organisations et réoutiller nos institutions et nos politiques publiques pour donner un contenu plus fort à la démocratie. Vaste programme !

L'ESS DOIT PASSER « DE LA MARGE AU CENTRE »

Cela ne se fera pas sans développer une créativité productrice de sens, sans respecter le principe de « sobriété », car la sobriété – qui n'est pas l'austérité – est devenue la condition de la justice sociale et écologique, sans vivre plus concrètement la fraternité au travers d'un sursaut de qualité démocratique. Ces valeurs sont en effet devenues incontournables et complémentaires : créativité pour faire émerger un nouveau développement ; sobriété, pour retrouver le sens des limites ; justice pour répondre à l'indignation montante ; fraternité, car ce beau principe républicain doit descendre des frontons de nos édifices publics pour animer en profondeur la société ; démocratie, enfin, car on a besoin d'apprendre à débattre pour mieux décider ensemble¹.

Mais comment promouvoir ces valeurs et ces pratiques ? Il n'y a pas de solution clés en main, ni d'idéologie de remplacement à disposition.

Mais il y a l'économie sociale et solidaire qui, dans ce contexte, prend une valeur particulière. Regroupant les mutuelles (de banque et d'assurance), les coopératives (de production et de consommation) et les associations d'intérêt général, elle pèse d'un

poids non négligeable dans l'économie (environ 2 millions de salariés, soit 10 % de l'emploi). Elle a été moins affectée par la crise que le secteur marchand. Elle met en pratique de manière durable un ensemble de valeurs cohérentes : esprit d'entreprise tourné vers l'intérêt social et non vers l'accumulation de profits ; recherche d'une gouvernance démocratique ; gestion éthique, ancrage territorial, mobilisation citoyenne, recours au bénévolat. Comme le dit Jean-Louis Laville, c'est une économie où le lien est aussi important que le bien. Tout le programme du développement humain se trouve résumé là. La résistance, la régulation et l'utopie y sont pratiquées simultanément et de manière équilibrée : résistance permanente à la pression du marché ou de l'État, règles du jeu axées sur la responsabilité sociétale, en permanente adaptation, esprit d'utopie toujours présent pour vaincre l'exclusion et jouer le jeu de la coopération et de la justice plutôt que celui de la compétition et des inégalités.

« On n'est jamais vertueux par statut, l'esprit militant se perd s'il n'est pas entretenu par un travail permanent sur le sens. »

L'économie sociale et solidaire doit saisir pleinement l'occasion que la crise lui donne de faire passer son message avec force. Elle constitue un contrepoids aux dysfonctionnements du système. Elle est un recours pour lutter contre l'exclusion. Mais elle est plus que cela : l'esprit qu'elle incarne doit irriguer l'ensemble d'une économie en quête de boussole. Pour contribuer à la recomposition générale, elle doit, comme le dit Elena Lasida²,

passer « de la marge au centre », se développer en tant que telle, mais aussi diffuser ses valeurs, par capillarité, dans l'ensemble de la société.

LA FORMATION DES DRH GAGNERAIT À COMPORTER UN STAGE DANS L'INSERTION

Cela dépendra d'abord de son attractivité. Mais cela dépendra aussi de sa capacité à contrer ces tendances négatives de la société française qu'elle partage parfois avec elle, à son détriment : une certaine réticence à la coopération entre structures, le corporatisme, voire le chacun pour soi, dans la

chasse aux deniers publics, une fréquente difficulté à donner la parole à ceux qu'elle voudrait aider. De toute façon, on n'est jamais vertueux par statut, l'esprit militant se perd s'il n'est pas entretenu par à un travail permanent sur le sens.

L'économie sociale et solidaire a besoin d'être valorisée sur le plan symbolique et politique. Elle doit être présente tout au long du système éducatif. Les jeunes aspirent à la solidarité ; il faut leur en ouvrir le chemin, les aider à résister au marketing

« Les jeunes aspirent à la solidarité ; il faut leur en ouvrir le chemin, les aider à résister au marketing ambiant. »

ambiant. Le développement du service civique peut y contribuer. Former sur une large échelle, en formation initiale et continue, des « entrepreneurs sociaux », sur une base managériale et éthique leur permettrait d'exercer leur talent non seulement dans l'économie sociale et solidaire, mais aussi dans le secteur marchand ou dans le secteur public ! D'ailleurs, la formation des directeurs de ressources humaines, comme celle des dirigeants en général, gagnerait à

comporter un stage dans une structure de l'insertion par l'activité économique : il y verraient que le respect des normes productives est, si on s'en donne la peine, compatible avec l'intégration de chômeurs de longue durée.

SOUMETTRE LA COMMANDE PUBLIQUE À DES IMPÉRATIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Plus généralement, des partenariats plus intenses entre le secteur marchand, le secteur public et celui de l'économie sociale et solidaire seraient enrichissants pour chacun. Dans le contexte français actuel, le champ de l'insertion pourrait constituer un terrain particulièrement propice. L'insertion doit désormais être prise en charge sur une échelle plus large en impliquant davantage les entreprises et les administrations. Cela peut se faire dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises et par le développement des clauses sociales dans les marchés publics ou privés, qui permettent de faire exécuter une partie des heures de travail par des personnes éloignées de l'emploi. Quant aux collectivités publiques, elles doivent soutenir ce mouvement sur le terrain. L'État, en particulier, doit inscrire l'économie sociale et solidaire dans l'ensemble de ses politiques, et soumettre l'ensemble de la commande publique à des objectifs de développement durable. ▼

- 1- Voir J-B de Foucauld, *L'abondance frugale, pour une nouvelle solidarité*, éd Odile Jacob 2010, 276 pages, 23 euros
- 2- Le Pacte civique décline ces valeurs en 32 engagements : www.pacte-civique.org
- 3- Elena Lasida, *Le goût de l'autre*, Albin Michel, 2011, 328 pages, 19,80 euros.